

Territoires migratoires, territoires de familles chez les Libanais de Dakar

Espace en mouvement et culture locale

*Souha TARAF-NAJIB
URBAMA, Tours*

“Tout espace est circulatoire, par contre tout espace n’est pas territoire. La notion de territoire circulatoire constate une certaine socialisation des espaces supports aux déplacements (...). Ces espaces offrent les ressources symboliques et factuelles du territoire”
(A. TARRIUS, G. MAROTEL, M. PERALDI, 1994, p. 86)

Loin d’un simple effet de mode, les mots et concepts apparaissent ou réapparaissent par nécessité : il en va ainsi, par exemple, des débats actuels autour de la ville et de l’urbanité comme du retour du territoire, un retour en force de cette “notion géographico-ethnologique commode” (M. Bonneville, 1982, p. 360), si elle s’était jamais réellement éclipsée¹. Ce n’est pas un hasard si l’on note depuis une quinzaine d’années en France *et simultanément*, d’une part une participation de plus en plus affirmée et (presque !) sans complexe de la discipline géographique au terreau des autres sciences humaines et sociales et, d’autre part, des apports et des réflexions “dans tous les sens” autour du territoire.

Nous proposons, pour notre part, comme thème passeur, celui des processus de territorialisation effectués en situation migratoire et, par suite, l’observation des territoires migratoires déployés par les Libanais du Sénégal : nous tenterons ainsi de mettre en exergue ce que peut apporter à la réflexion sur le territoire une problématique de l’espace “mouvant”, l’espace en mouvement des migrants, liée à l’élaboration simultanée d’une culture locale en situation migratoire. Notre hypothèse est qu’une relation organique existe, chez les familles libanaises de Dakar, entre, d’une part, un espace de pratiques territorialisés et, d’autre part, différents types d’espaces (éclatés, dispersés) de références territoriales et symboliques. Cette relation est médiatisée par les évolutions actuelles, au bout d’un siècle de présence au Sénégal, du sens de la famille – c’est-à-dire de la culture familiale et, tout simplement, de la culture locale (localisée, territorialisée) – chez les individus et familles d’origine libanaise de Dakar. La culture, cet “agglomérat indigeste des fragments de toutes les conceptions du monde qui se sont succédé dans l’histoire...” ! (A. Gramsci, 1935, cité par M. Abélès, 1980, p. 38).

D’histoires (de familles) en territoires (de familles)

Que sont donc allés chercher en Afrique occidentale depuis plus de cent ans les Libanais ? “*De l’argent*”, répond Hannan El-Cheikh (une romancière d’origine libanaise) : oui, mais encore ? Pourquoi des générations de familles libanaises sont-elles encore établies à Dakar tout en développant simultanément d’autres filières (ou couloirs, A. Tarrius) et territoires migratoires ? Pour l’argent, simplement, tel que le voudrait une opinion trop commune, grâce à une tradition phénicienne de commerçants, grâce à leur “légendaire” esprit d’entraide, etc. ? [lire

¹ En conclusion du Géopoint 82, Cl. Raffestin ne notait-il pas, déjà, que “*le besoin de la notion de territoire correspond à un changement dans l’environnement conceptuel de la géographie*” ? Retour donc, ou plus certainement, réaffirmation du territoire.

l'intéressante discussion entre Y. Lacoste et G. Corm sur ce sujet, in G. Corm (1989)] Autre jugement, les Libanais formeraient un groupe-classe compact, homogène dans ses stratégies et réalisations et ils seraient regroupés spatialement : la réalité est plus complexe à saisir, de l'intérieur.

Il s'agit, en effet, d'un territoire de migrants resté longtemps à la fois cloisonné et arc-bouté sur lui-même, territoire d'un double enfermement (intérieur, et vis-à-vis de l'extérieur) : qu'est-il resté de choix, que reste-t-il aux descendants d'immigrés, ceux qui sont nés à Dakar, à Kaolack, à Ziguinchor...?

La présence libanaise au Sénégal (forte aujourd'hui de 25 000 personnes environ) est, à notre sens, à comprendre dans un contexte ou un "créneau" socio-historique particulier : elle est, au sein des différents pays d'Afrique occidentale, l'une des plus anciennes (repérée dans les années 1870-1880). En même temps, l'immigration de Libanais est l'une des premières à être, dans les faits, très nettement freinée (dès les années 1960-75) voire empêchée au Sénégal, alors même que d'autres portes ouest et centre-africaines s'ouvraient aux voyageurs libanais, individus et familles.

Si, en territoire sénégalais, les personnes immigrées se sont organisées spatialement les unes par rapport aux autres, les unes concurremment aux autres, *selon leur origine confessionnelle et géographique* (à l'échelle de la localité et de la micro-région d'origine), il reste qu'une telle trajectoire d'Orientaux libanais en direction du Sénégal et, surtout, une installation de ces migrants est-méditerranéens dans le système économique sénégalais n'allait pas du tout de soi². En effet, pourquoi dès les années 1930 ceux d'entre les Orientaux qui ont "réussi" ne repartent-ils pas aussitôt dans leur région d'origine ? Pourquoi les plus nombreux d'entre ces immigrés, qui sont restés à un niveau de vie très bas après 1914-18 font-ils appel à leurs femmes, frères, sœurs et cousins – ou bien pourquoi ceux-ci les rejoignent-ils ? Pourquoi verra-t-on très tôt se constituer dans Dakar un secteur libano-syrien ?

La réponse est, à notre sens, à trouver également dans une dynamique migratoire en réseaux socio-familiaux, voire en réseaux géographiques et confessionnels, effective dès la première moitié du siècle entre le Liban et le Sénégal.

Les Libanais se sont glissés, à la faveur de la réorganisation par le pouvoir colonial de l'espace urbain dakarois, dans un secteur géographique et surtout foncier et immobilier qui ne leur était nullement destiné; ils ont créé à la place des Lébous, de manière en grande partie provisoire (en fonction de la durée des contrats conclus avec les propriétaires des sols), un "territoire" dakarois en grande partie libanais. Mais un *territoire de familles* essentiellement, organisé par et pour le commerce (les boutiques), par et pour l'habitat : c'est un espace social uniquement familial. Et les tentatives de créer des groupements associatifs restent limitées à leurs "objets", confessionnel et politique – même si (parce que) elles sont basées, comme au Liban, sur les structures familiales de clientèles ...

Si les années 1946-1990, surtout 1946-1970, sont celles de la consolidation de certains réseaux migratoires, ceux des *cazas* (districts) de Tyr (Sud-Liban) et de Zahlé (Békaa), la

² Nous avons tenté, au cours de notre travail de thèse, de prendre la mesure exacte de la dimension matérielle, économique, de l'immigration libano-syrienne au Sénégal. Nous avons essayé de comprendre pourquoi et comment cette mobilité à caractère économique marqué pouvait s'articuler au système productif local malgré l'inexistence de liens antérieurs entre les régions mises en relation, la façade est-méditerranéenne et la côte ouest-africaine, principalement par le fait de la symétrie des dominations politiques, colonisation du Sénégal par la France d'un côté, protectorat français sur le Liban de l'autre côté. De notre point de vue, cette articulation avait pu avoir lieu dans le contexte d'un projet politico-économique de type colonial qui n'avait pas prévu de prendre en compte la "variable libano-syrienne", mais qui se rend vite à l'intérêt qu'il y aurait à employer temporairement, pour le court terme, la main-d'œuvre orientale peu exigeante, rude à la tâche, etc. (dans un premier temps, les qualificatifs élogieux n'ont pas manqué!) et surtout sans passé et (donc, théoriquement) sans enjeu social/politique dans la région du Sénégal et de l'Ouest africain (S. Taraf-Najib, 1994)..

tendance est très clairement un renouvellement des familles libanaises, avec des “croisements” inter-confessionnels et inter-religieux, voire inter-ethniques encore timides, une territorialisation forte de personnes et de familles originaires de certaines localités et micro-régions en particulier (Tyr et sa région au Sud, Qab Elias, Qaraoun et leur région immédiate dans la Békaa).

Mais comment faut-il comprendre cette convergence vers Dakar, et plus encore cette territorialisation d’immigrés au cœur de la ville africaine ? Un quartier libanais s’est-il constitué dans le centre de Dakar ?

En particulier parce qu’il n’y a jamais eu de cohésion d’ensemble, d’“instance” de regroupement de l’ensemble des personnes d’origine libanaise au Sénégal, ni géographiquement, ni commercialement, ni économiquement; la notion de quartier fermé (ghetto intérieur) doit être rejetée. Mais s’arrêter à cette réponse serait un peu court !

Car il existe une manière d’être à Dakar spécifique aux immigrés libanais : une manière d’être par familles et réseaux de voisinage et parenté, par confessions, par micro-régions d’origine, voire par types de produits commercialisés (et de réseaux commerciaux spécialisés : plastique, alimentation, tissus, peinture et droguerie, chaussures, etc.). Il en résulte une manière de se territorialiser spécifique à ce groupe social qui peut être comprise, à notre sens, également en référence à l’histoire même de l’émigration et de l’arrivée au Sénégal des familles, et en fonction des parcours des différentes générations dans ce pays.

Si Dakar a été très tôt le “point de chute” principal des personnes originaires du Liban-Sud, nous avons en effet tenté d’observer à travers des biographies et des entretiens semi-directifs (recueillis auprès d’immigrés et de descendants d’immigrés) de quelle manière se développe un secteur ou un quartier libanais dans la ville, comment apparaît la spécificité de ce groupe social immigré, contraint dès les premiers temps dans un inconfortable *entre-deux* social, spatial, économique entre les Sénégalais et les Français [une telle position voire un tel statut ambigu a laissé des traces jusqu’à la période actuelle]. Et nous en sommes arrivée à réfuter, du moins à relativiser le caractère collectif des stratégies migratoires développées à travers les générations, que ce collectif soit de nature confessionnelle (communautaire) ou villageois (géographique).

Au Sénégal, voire en Afrique de l’Ouest, les histoires migratoires sont avant tout des “histoires de familles”, et sur cette trajectoire ou sur ce champ principal se greffent d’autres histoires, d’autres réseaux, par-delà la famille : ce sont, effectivement, le lieu (villageois ou urbain) d’origine, mais également la région d’origine, la confession/la religion d’origine, les amitiés et affinités personnelles, voire politiques, puis enfin l’“ethnie” d’origine (arabe, orientale).

Être Libanais à Dakar, aujourd’hui

C’est au cœur d’un Dakar cosmopolite, dans la ville africaine ouverte à toutes les langues, à toutes les cultures et à toutes les ethnies, à tous les brassages potentiels, que se trouve le secteur ou le quartier libanais “traditionnel” : le passant ne peut être qu’étonné par l’atmosphère orientale, plus précisément africaine et orientale, des principales rues de ce secteur, même s’il n’existe pas d’enseignes “ethniques” [voir pour l’utilisation “galvaudée” de ce terme J.-L. Amselle (1992), J.-F. Bayart (1990), C. Coquery-Vidrovitch (1994)]. Les signes de “marquage” de l’espace sont en effet très rares et le type architectural habituellement attribué à ce groupe social d’immigrés – immeubles d’un à quatre étages avec locaux commerciaux en rez-de-chaussée – n’a rien de spécifique. Comment reconnaît-on des rues et avenues “libanaises” ?³

³ Sommes-nous dans un “quartier-village” [ou “village urbain”] (H. Coing ; M. Young et P. Willmott), désignation séduisante que justifierait notamment l’ancienneté de l’installation de ces populations libanaises immigrées, leur regroupement géographique selon des origines souvent voisines au Liban, voire leur prépondérance numérique, leur spécialisation locale enfin dans une activité économique particulière ? Qu’apporterait en réalité de nouveau à

Une ethnologue américaine, J. Brody, découvre la rue des Rosiers à Paris : si elle relève la “note juive” du quartier, elle se rend compte qu’à travers les seuls “discours” recueillis auprès des habitants lors de visites ponctuelles, il lui serait malaisé de “délimiter” ce quartier, du moins de comprendre *le rapport de la communauté (juive) à “son” espace local* (J. Brody, 1987, p. 91-92). Elle décide alors d’habiter et de travailler dans cette rue [au moins le temps de l’enquête], parce qu’elle avait “le sentiment qu’on ne pouvait saisir ce lien qu’en lui appartenant” (p. 93).

Au-delà d’une “note arabe” (et libanaise) plutôt peu visible, à travers quelques rues et avenues du secteur central de Dakar, l’enquêteur de passage aurait également des difficultés à “saisir” le rapport existant entre les Libanais et “leur” secteur dakarois, il aurait du mal à comprendre comment se vivent et se perçoivent (pour les individus et les familles d’origine libanaise) la rue, le voisinage et le quartier – plus généralement la ville. C’est notre appartenance originelle à ce groupe social qui nous permet tout au moins de relever que ce qui en a fait en priorité “l’unité interne, la cohérence” (J. Brody), au-delà d’une “note arabe” très peu visible (très peu ostentatoire), consiste principalement :

— dans la proximité géographique entre la boutique et l’habitation et dans la forte densité des trajets “internes” pluri-quotidiens entre ces deux lieux. Autrement dit encore, dans une vie quotidienne rythmée et organisée en grande partie par les trajectoires géographiques entre ces deux lieux; la “rue libanaise” est un lieu de passage, mais également un espace de jeux pour les enfants et les adolescents et un espace de discussions pour les adultes (devant les boutiques), un espace semi-public par conséquent *semi-privatisé*;

— dans une vie socio-familiale “cachée” au regard du passant, puisqu’elle s’est déployée vers l’intérieur tel un quartier de vieille ville ou de gros village arabe, vers le sein des habitations et d’une habitation à l’autre, d’un balcon à une terrasse, d’un immeuble à l’autre [l’architecture des anciennes constructions, celles qui datent de l’entre-deux-guerres et jusqu’aux années 1950-60, et l’orientation de ces constructions les unes par rapport aux autres, sont des témoins importants, dont il faudrait approfondir l’étude] – et d’une rue à l’autre.

Que signifie donc le quartier, *pour ses habitants-usagers* (M. de Certeau), si ce n’est avant tout une “porte d’entrée et de sortie entre des espaces qualifiés et l’espace quantifié” (H. Lefebvre, cité par P. Mayol*, 1994, p. 20), un point de passage non neutre, à l’opposé donc du no man’s land que connaissent, par exemple, les villes en guerre ou les ghettos, entre des espaces privés – intérieurs – et l’espace extérieur, public ? Si, dans l’acception très précise qu’en donne P. Mayol :

“le quartier est une notion dynamique, nécessitant un apprentissage progressif qui s’accroît par la répétition de l’engagement du corps de l’usager dans l’espace public jusqu’à y exercer une appropriation”,

cette modalité de l’appropriation de l’espace public doit être liée, à notre sens, à l’autre volet, complémentaire, du processus relationnel entre les individus et les lieux de leur quotidien qui est l’appartenance, ou plus précisément la reconnaissance d’appartenance à cet espace public.

Ainsi peut-être explicitée la notion de territorialisation, par laquelle nous tentons de définir ce processus relationnel à double sens, qui est fait à la fois d’appropriation et d’appartenance (ou

l’analyse cette expression issue de la tradition sociologique de l’école de Chicago, en dehors d’un certain simplisme “naturaliste” et alors que ses utilisateurs eux-mêmes y ont souvent fait référence “comme une sorte de tableau initial idéaltype permettant d’apprécier a contrario l’ampleur de sa propre dislocation” (Y. Grafmeyer, 1991, p. 19) ?

* P. Mayol, in M. de Certeau, L. Giard, P. Mayol, 1994.

d'identification). Loin d'avoir le sens de territorialisation/ "ghettoïsation", il s'agit là d'un processus au sein duquel la socialisation comme construction du lien social est centrale .

Cependant cette cohérence décrite, constituée autour de l'"axe" socio-géo-économique de la famille, de la boutique, de l'habitation et de la rue avec, au cœur, la famille et les rapports inter-familiaux est aujourd'hui de plus en plus fortement remise en cause à Dakar, dans le secteur libanais de la ville, alors qu'elle a longtemps tenu lieu de mode de socialisation et de territorialisation idéal et quasi-unique.

En effet, pour des raisons complexes qui nécessiteraient plus ample analyse, le phénomène "naturel" de territorialisation libanaise, "par le bas", populaire, à partir de la pratique quotidienne des rues et des quartiers (et non "par le haut", à coup d'achats ou de rachats d'immeubles, entre Libanais, Mourides et Lébou notamment, et à coup d'autres investissements financiers/politiques dans le pays — cette territorialisation-là n'étant elle, ni inquiétée ni refoulée) est freiné, dans le sens d'une rétraction, d'un reflux (hors) de l'espace public, vers l'intérieur des espaces privés eux-mêmes cloisonnés ou recloisonnés... En très peu d'années, la rue est devenue dangereuse, différente, étrange... presque étrangère : les rencontres de football entre jeunes Libanais et Sénégalais voisins n'ont quasiment plus cours, les longues réunions rituelles de fin de journée des adolescents libanais aux angles de rues ont pratiquement disparu, restent les discussions entre commerçants voisins et désœuvrés. L'occasion d'une cohabitation "inter-ethnique" est-elle définitivement manquée ? Et la rupture est d'autant plus douloureuse, violente, dans certains axes de rues voire dans certains micro-quartiers, que le Liban et ses conflits à facettes a "rattrapé", avec un temps de retard, "ses" émigrés-immigrés dakarois. On apprend à rechercher les frontières. Qui donc est sunnite, qui est maronite, lequel n'est pas chi'ite, et qui encore est grec-orthodoxe, druze, grec-catholique, qui est le plus dévot...?

Si une étude plus approfondie de ces situations migratoires libanaises au Sénégal est nécessaire, il faudra également développer une analyse de cette *transition bloquée du processus de territorialisation qui soit centrée sur la culture locale développée au sein des familles libanaises d'immigrés et de descendants d'immigrés*. Cette culture est bien sûr elle-même en forte mutation depuis l'entre-deux-guerres et l'émergence d'une intimité entre un nombre de plus en plus grand de familles s'installant en terre sénégalaise, dans certains bourgs et, en particulier, dans "leur" ville, à Dakar : depuis l'émergence, à travers plusieurs générations de familles, d'une culture libanaise en situation migratoire. Il s'agit, non pas d'une culture de "restes", d'un folklore plus ou moins "libanisé", mais d'une culture localisée, territorialisée, avec sa propre mémoire ("vive" ou vivante : M. Leiris, 1992) ou bien ses éclats de mémoires des lieux et des personnes – éclats localisés, répartis entre leur culture (du lieu) d'origine et celle qui s'est rajoutée par la suite ... dès les premiers voyages outre-Méditerranée.

Ainsi, les fils et petits-fils d'immigrés se sentent plutôt *chez eux* dans cette ville-capitale ouest-africaine, et ils sont empreints d'une grande affinité/intimité avec un milieu urbain africain et dakarois qu'ils semblent comprendre (littéralement) plus ou mieux, dans tous les cas autrement que leurs parents et grands-parents immigrés. Cependant, est-ce uniquement leur africanité qui s'exprime lorsque ces descendants d'immigrés sont dans la ville et plus particulièrement dans le secteur libanais, *chez eux*, au point de percevoir (et de vivre !) telle rue de manière plus "forte" que d'autres, plus *leur* que les autres... au point de constituer entre eux – à travers le football notamment – de véritables petites bandes concurrentes ? Cette pratique sélective des lieux, des rues du secteur libanais de Dakar signifie-t-elle une forme de socialisation et de territorialisation de l'espace extérieur, semi-public, hors du groupe socio-familial et de son habiter, c'est-à-dire une forme de contribution à l'urbanité de Dakar, ou bien ne peut-elle être comprise, ne doit-elle l'être que dans le cadre "communautaire" libanais ?

Simultanément, ce sont ces mêmes jeunes gens, attachés à leurs rues et quartiers – comme rivés aux lieux de leur quotidienneté... – qui partent comme pour fuir; ils fuient non pas un quartier-ghetto, mais une situation-piège liée aux grandes difficultés économiques du pays d'une part, à leur situation juridique floue d'autre part (sans pour autant trancher les liens avec le pays de leur naissance). Leur espace est, fondamentalement, en mouvement. Il n'y a en effet pas d'incompatibilité à développer dans un cadre collectif (familial) de nouveaux réseaux migratoires, une dynamique migratoire liée à une territorialisation (à plus ou moins long terme) dans les pays d'installation et de travail, comme l'énonce A. Tarrius :

“entre les lieux souvent lointains de leurs origines et les haltes qui ponctuent leur parcours, les migrants fédèrent en vastes unités territoriales des espaces apparaissant a priori comme disjoints, alors que les groupes d'origine locale, au même moment et dans les mêmes lieux, délimitent les contours stricts d'un territoire approprié et investi de longue date” (A. Tarrius et al., idem, p. 88, souligné par nous, S. T.-N.).

Une géographie ouverte : en re-connaissance ?

Processus de territorialisation en situation migratoire, territoires de migrants, espace en mouvement : artifices, mouvance des mots ? Nous espérons avoir démontré l'inverse.

Nous pratiquons de plus en plus une géographie “ouverte”, selon le mot de Jacques Lévy, du moins tendons-nous vers cet objectif, ainsi que nous l'avons tenté dans cet exercice : c'est une géographie en cours de maturité et de “réflexivité”, celle qui n'hésite plus à mêler échelles et points de vue, terrain (dé-fétichisé) et réflexion, et à se mêler de débats autrefois — il n'y a guère si longtemps! (lire ou relire Géopoint 82) — laissés aux “intellectuels”, aux penseurs des sciences sociales, historiens, sociologues, urbanistes, politologues... Et la problématique de la mobilité humaine et des territoires construits en situation migratoire — ou fédérés, comme le dit joliment A. Tarrius — paraît d'autant plus intéressante à développer qu'elle donne, ou redonne, aux migrants une certaine latitude, que les approches “traditionnelles”, souvent théoriques et économistes (effectuées d'en haut) de la mobilité leur ont souvent déniée.

Bibliographie

- ABÉLÈS, Marc, 1980, “Le local à la recherche du temps perdu”, *Dialectiques*, n° 30, pp. 31-42.
- AMSELLE, Jean-Louis, 1992, “Quelques réflexions sur la question des identités collectives en France aujourd'hui”, Aix-en-Provence, *Cahiers de l'IREMAM*, n° 2, pp. 21-29.
- BAYART, Jean-François, 1990, *L'État en Afrique. La politique du ventre*, Paris, Fayard (coll. L'espace du politique), 439 p.
- BRODY, Jeanne, 1987, “Le quartier de la rue des Rosiers ou l'histoire d'un cheminement”, in Gutwirth Jacques et Colette Pétonnet (sous la direction de), 1987, *Chemins de la ville. Enquêtes ethnologiques*, Paris, Laboratoire d'Anthropologie urbaine/CNRS, CTHS (Comité des Travaux Historiques et Scientifiques), pp. 85-102.
- CERTEAU (de), Michel, Luce Giard et Pierre Mayol, 1994, *L'invention du quotidien. 2. Habiter, cuisiner*, Paris, Folio/Gallimard (coll. essais), 416 p.
- COQUERY-VIDROVITCH, Catherine, 1994, “Du bon usage de l'ethnicité”, *Le Monde Diplomatique*, n° 484 (Juillet), p. 4-5.
- CORM, Georges, 1989, “La diaspora libanaise” (entretien avec Yves Lacoste), *Hérodote*.
- GRAFMEYER, Yves, 1991, *Habiter Lyon. Milieux et quartiers du centre-ville*, [“Prologue : Modes d'emploi du quartier” (pp. 11-22)], Paris, CNRS/Presses Universitaires de Lyon, 220 p.
- LEIRIS, Michel, 1992, *Zébrage*, Paris, Gallimard, coll. Folio/essais, 278 p. [Folklore et culture vivante, pp. 133-156].

TARAF-NAJIB, Souha, 1994, “L’espace en mouvement. Dynamiques migratoires et territorialisation des familles libanaises au Sénégal”, Thèse de doctorat de géographie, Université de Tours, 383 p.

TARRIUS, Alain, Geneviève Marotel et Michel Péraldi, 1994, “Migration et citoyenneté. L’approche de la ville par la mobilité”, *Les Annales de la Recherche Urbaine*, Septembre, n° 64, pp. 86-90.